

VILLE DE LYON

Règlement local de la publicité des enseignes et préenseignes



Rapport de Présentation

La ville de Lyon s'est fixée comme objectif, depuis plusieurs années, d'améliorer la qualité urbaine sous toutes ses formes. Pour ce faire, elle a élaboré des documents d'orientation et de planification, Plan Bleu, Plan Vert, Plan Lumière, Plan des Espaces Publics, Silhouette Urbaine, Plan de Coloration des Façades, afin d'intégrer des choix esthétiques dans les documents réglementaires.

Dans cette recherche de la qualité urbaine, la publicité qui constitue un élément prégnant dans le paysage urbain, ne pouvait échapper à une réflexion approfondie. C'est dans cette logique que la ville de Lyon s'est dotée en 1983 d'un Règlement Local de Publicité, qui instituait trois zones :

- Une zone de publicité restreinte qui correspondait globalement à la ville patrimoniale ;
- Une zone de publicité élargie qui concernait essentiellement les grands axes de circulation;
- Une zone, dans laquelle s'appliquait le règlement national, qui englobait le reste du territoire de la ville.

Ce document, qui n'était pas suffisamment adapté aux spécificités des sites et des quartiers de Lyon, ne répondait pas pleinement aux objectifs que s'était fixée la ville.

C'est pourquoi la municipalité a confié en 1995 à l'Agence d'Urbanisme, une étude en vue d'élaborer un plan d'occupation de la publicité, qui prenne en compte les considérations esthétiques et culturelles essentielles pour trouver un équilibre entre les effets négatifs d'une publicité non maîtrisée, et la présence de la publicité dans la ville.

La méthode utilisée pour l'élaboration du plan d'occupation de la publicité peut se décomposer en trois phases :

- L'analyse de la publicité dans la ville ;
- L'élaboration d'un document graphique ;
- La rédaction d'un projet de règlement.

I. L'analyse de la publicité dans la ville

Une première analyse a permis de dégager les grandes orientations à mettre en œuvre, afin de maîtriser l'exubérance de la "végétation signalétique" dans le cœur de la ville, d'intégrer la publicité routière et "périphérisante" dans le paysage urbain et d'utiliser le mobilier urbain, la publicité, les enseignes commerciales, pour accompagner certains territoires de la ville vers la centralité

Ces grandes orientations préconisent de :

- Dédensifier l'affichage dans les lieux de forte concentration ;
- Protéger les espaces végétaux ;
- Respecter les échelles des constructions et en particulier le pavillonnaire ;
- Protéger les grands paysages, les échappées visuelles, les grandes perspectives;
- Distinguer des espaces singuliers qui pourraient faire l'objet de règles particulières ;
- Améliorer les supports publicitaires et les enseignes.

Le Comité Consultatif d'Urbanisme du 6 décembre 1996, qui avait pour thème "La Publicité dans la Ville", a mis en évidence l'intérêt d'élaborer un nouveau document réglementaire sur la publicité, à partir de ces grands objectifs.

Un comité de pilotage composé d'élus a validé ces orientations ainsi que la démarche partenariale proposée pour mener à bien cette étude.

Un travail en partenariat a été engagé avec la mise en place d'un groupe de réflexion et de concertation composé d'élus de la ville de Lyon, de professionnels de l'affichage, de représentants d'associations d'habitants, et de techniciens de l'État, de la Ville et de l'Agence d'Urbanisme.

Une visite commentée d'un axe de circulation important, traversant Lyon d'est en ouest, incluant les paysages caractéristiques de la ville et contenant les principaux secteurs du plan d'occupation des sols a été organisée avec les membres du groupe de réflexion. Cette visite a permis d'identifier les problèmes posés, d'alimenter les débats et de dégager des pistes pour l'élaboration du projet du plan d'occupation de la publicité. Une vidéo a été réalisée pour compléter ce travail d'analyse.

Cet axe de référence a servi de test tout au long des échanges qui ont eu lieu au sein du groupe de réflexion pour l'élaboration du projet de plan d'occupation de la publicité. Ce groupe s'est réuni 14 fois entre mars 1997 et juin 1998.

Il a permis l'élaboration du projet soumis au groupe de travail chargé d'élaborer le règlement local de la publicité.

Ce groupe de travail constitué par arrêté préfectoral du 6 avril 1999 s'est réuni 9 fois entre juin 1999 et juillet 2000 et une fois en sous-commission.

II. Elaboration d'un document graphique

Le document graphique qui a été réalisé, prenait initialement comme support le plan d'occupation des sols de Lyon.

Le plan d'occupation des sols, résultat d'analyses et de connaissances très fines de la ville, se caractérise par un souci de protéger la ville patrimoniale, de respecter les équilibres urbains et sociaux et de conforter l'identité des quartiers. Ces mêmes soucis transparaissent dans le plan d'occupation de la publicité.

Pour une bonne lisibilité et une bonne compréhension du document final, et parce que les objectifs et modalités d'application des deux procédures ne sont pas du même ordre, le zonage du plan d'occupation de la publicité n'a pas été intégralement calqué sur celui du plan d'occupation des sols.

Néanmoins, les spécificités de la cité se retrouvent.

Ainsi, la zone de publicité restreinte n° 1 (ZPR1) regroupe :

- la ZPPAUP,
- le périmètre de 100 m autour de tous points des monuments historiques,
- les zones ND et UL au Plan d'Occupation des Sols,
- le Parc de la Tête d'Or,
- le Parc de Gerland,
- le Parc Chambovet,
- les cimetières,
- le musée urbain Tony Garnier
- la Saône, le Rhône et les ponts les enjambant

La caractéristique principale de ce secteur est l'interdiction absolue de la publicité.

La zone de publicité restreinte n° 2 (ZPR2) regroupe :

- le périmètre de 100 m autour de tous points de certains monuments historiques,
- le secteur central de la ville, les espaces naturels à protéger, tous les territoires classés en zones UB et NC au plan d'occupation des sols,
- le secteur pavillonnaire,
- certains axes situés dans des lieux à protéger,
- certains centres de quartier.

La caractéristique principale de ce secteur est l'interdiction des dispositifs portatifs.

Néanmoins, dans certains sites limitativement désignés, la publicité sur portatifs est admise à condition que la surface des dispositifs soit inférieure à

La zone de publicité restreinte n° 3 (ZPR3) regroupe le reste du territoire de la Ville de Lyon.

Toute forme de publicité est admise.

En ZPR2 et ZPR3, dans le périmètre de 100 m autour de tous points de certains monuments historiques, toute publicité est interdite lorsqu'elle est située dans le champ de visibilité de celui-ci.

De surcroît, sur certains axes classés en ZPR2 ou ZPR3, et mentionnés sur l'arrêté municipal du 09 mars 2001 portant le règlement local de la publicité, la publicité lumineuse est autorisée en sus des règles applicables dans la zone.

Les autorisations ne seront accordées qu'après examen minutieux de la qualité de la publicité ayant fait l'objet d'une demande. A cette fin, l'Architecte Conseil de la Ville de Lyon pourra être consulté par le Maire de Lyon préalablement à la délivrance de l'autorisation.

Enfin, le document graphique a laissé hors zonage :

- le secteur sauvegardé du Vieux Lyon, parce qu'une zone de publicité restreinte sur ce site nécessite la prise d'un arrêté préfectoral après passage devant la commission nationale des secteurs sauvegardés. En conséquence, toute forme de publicité, y compris sur le mobilier urbain, à l'exception des abribus (cf. arrêté préfectoral n° 2003.84 du 27 novembre 1984), y est rigoureusement proscrite;
- les sites classés de la place Bellecour et de l'Ile Barbe, parce que toute forme de publicité y est interdite de façon absolue par la loi, et qu'ils ne peuvent faire l'objet d'aucun zonage dans un règlement local.
- le secteur de la Part-Dieu sur lequel s'appliquent le titre VIII du livre V du code de l'environnement et les décrets d'application de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979.

Ces différents zonages sont clairement identifiés rue par rue, dans le document graphique à l'échelle 1/5000ème. Ce document fait partie intégrante de l'arrêté municipal du 09 mars 2001 portant règlement local de la publicité.

III. Le règlement du plan d'occupation de la publicité

La prise en compte de tous les dispositifs et de tous les supports.

Chacune des zones a fait l'objet d'une réglementation spécifique concernant :

- La publicité non lumineuse et les préenseignes non lumineuses sur murs pignons des bâtiments d'habitation, façades aveugles et murs de clôtures pleins;
- La publicité non lumineuse et les préenseignes non lumineuses scellées au sol ou installées directement sur le sol ;
- Les enseignes ;
- La publicité lumineuse et les préenseignes lumineuses ;
- La publicité sur le mobilier urbain ;
- Les supports publicitaires provisoires (les palissades de chantier, les devantures de magasins fermés, les échafaudages, les bâches évènementielles, les véhicules publicitaires).
- La publicité sur les murs peints

Toutes ces règles sont, par définition puisque nous sommes en ZPR, autant ou plus restrictives que les dispositions législatives et réglementaires nationales. Dans le silence du texte, il sera bien évidemment fait référence à ces dispositions.

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Objet :Règlement local de la publicité, enseignes et préenseignes.

Le Maire de la ville de Lyon,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu les décrets d'application de la loi du 29 décembre 1979, relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes codifiée aux articles L 581-1 et suivants du Code de l'Environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 6 avril 1999 constituant le groupe de travail chargé de préparer un projet de révision de l'arrêté municipal du 15 février 1983 portant création à Lyon de zones de réglementation spéciale de la publicité des enseignes et préenseignes,

Vu l'avis du 7 juillet 2000 dudit groupe de travail sur ce projet,

Vu l'avis du 4 octobre 2000 de la Commission Départementale des Sites, perspectives et paysages réunis en formation de la publicité,

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 20 novembre 2000 et 19 février 2001 adoptant le projet de règlement local de la publicité, des enseignes et préenseignes,

Considérant qu'il convient de trouver un équilibre entre les effets négatifs d'une publicité non maîtrisée et la présence de la publicité dans la ville, et que pour ce faire, il y a lieu de :

- Dédensifier l'affichage dans les lieux de forte concentration,
- Protéger les espaces végétaux,
- Respecter les échelles des constructions et en particulier le pavillonnaire,
- Protéger les grands paysages, les échappées visuelles, les grandes perspectives,
- Distinguer des espaces singuliers qui pourraient faire l'objet de règles particulières,
- Améliorer les supports publicitaires et les enseignes,

ARRETE:

Titre préliminaire - Dispositions Générales

Article A-1

Le présent règlement définit 3 zones de publicité restreinte (ZPR), numérotées de 1 à 3. Il est pris dans le cadre du titre VIII du livre V du code de l'environnement et des décrets d'application de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979.

Il s'applique en outre sans préjudice des autres réglementations relatives à l'affichage publicitaire, notamment le décret n° 76-148 du 11 février 1976 relatif à la publicité et aux enseignes visibles des voies ouvertes à la circulation publique.

Il s'ensuit qu'au titre de son article 9, dans une bande de 40 m mesurée de part et d'autre du bord extérieur de chaque chaussée des autoroutes A6 et A7 et de leurs bretelles d'accès, toute implantation de publicité, enseigne publicitaire et préenseigne visible de ces voies est interdite.

Par ailleurs, les publicités, enseignes et préenseignes visibles des autoroutes A6 et A7 et de leurs bretelles d'accès, et respectant la servitude de reculement de 40 m pour leur implantation, restent soumises aux dispositions de l'article 6 du décret n° 76-148 du 11 février 1976.

Il sera toujours fait référence à l'ensemble de la réglementation nationale en tant que de besoin.

En cas de problème lié à l'interprétation des règles édictées au présent arrêté, il pourra être fait référence aux documents graphiques et schémas figurant en annexe qui font partie intégrante du règlement local de publicité.

Article A-2

Les 3 zones de publicité restreinte sont délimitées dans le document graphique au 1/5000ème joint en annexe du présent arrêté. Ce document a valeur réglementaire. Il est précisé que le mur de soutènement de la Montée de Choulans est classé en ZPR 2. Les dispositions des articles 2-1-1 à 2-1-5 s'y appliquent.

Article A-3

L'ensemble du territoire de la Ville de Lyon, à l'exclusion des autoroutes A6 et A7 est classé en agglomération.

Article A-4

Les dispositifs de type « insert » sont régis par les dispositions du présent arrêté applicables à la publicité non lumineuse et aux préenseignes non lumineuses apposées sur murs-pignons des bâtiments d'habitation, façades aveugles et murs de clôture pleins.

Article A-5

Les emplacements réservés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif, sont déterminés par arrêté municipal.

Ces emplacements sont maintenus à l'intérieur des zones de publicité restreinte

Article A-6

L'implantation du mobilier urbain et des dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol ne devra pas gêner la circulation piétonne et la visibilité des véhicules. Leur implantation devra assurer (notamment dans les carrefours) un dégagement de la visibilité des conducteurs et ne pas

entraver la bonne lisibilité des équipements de gestion de la route (panneaux réglementaires, feux tricolores, etc...).

Le mobilier urbain support d'affichage publicitaire devra assurer la même lisibilité pour l'information municipale que pour la publicité.

Il est soumis à l'autorisation ou à l'avis selon le cas, de l'Architecte des Bâtiments de France, aux abords des monuments historiques (art. 13 ter de la loi du 31 décembre 1913), dans les sites classés ou inscrits (art. L 341-1 du code de l'environnement) et en zone de protection du patrimoine architectural et urbain ZPPAUP (art. 71 de la loi du 7 janvier 1983)

Article A-7

L'emplacement loué ainsi que les dispositifs doivent être maintenus en bon état d'entretien.

Après une période de 3 mois de non utilisation d'un dispositif, il est exigé une remise en état des lieux qui peut être :

- soit une reprise de l'exploitation du dispositif publicitaire
- soit une dépose du dispositif

Article A-8

Les dispositifs installés ne devront comporter aucune émergence au-delà du cadre. (poteaux débordants, éléments décoratifs, publicité débordant du cadre ou en relief, etc...)

Article A-9

Il est convenu d'adopter les définitions suivantes :

Le terme de dispositif désigne tout élément de publicité, préenseigne et enseigne, constituant une unité homogène.

Le terme d'emplacement désigne le lieu précis où, sur une unité foncière, un ou plusieurs dispositifs sont implantés.

Le terme de support désigne les éléments construits (bâtiment, mur, etc...) susceptibles de recevoir un dispositif publicitaire, une préenseigne ou une enseigne. Ils devront présenter une surface propre et homogène lorsqu'ils ne sont pas destinés à être démolis à court terme.

Les supports appelés mur-pignon et façade aveugle font partie de constructions à usage d'habitation; ils ne font l'objet d'aucun percement ou ne comportent que des ouvertures de surface réduite.

Le titre VIII du livre V du code de l'environnement définit l'enseigne comme "toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce".

Le terme de façade pour l'implantation d'une enseigne s'entend comme étant la partie de bâtiment sur voie où s'exerce l'activité.

Le terme de chantier définit la période qui court de la déclaration d'ouverture du chantier à la déclaration d'achèvement des travaux.

Dans le cadre d'une opération d'urbanisme complexe (exemple: ZAC) , cette notion peut être étendue et recouvrir la période qui court du démarrage opérationnel de l'opération d'urbanisme à son achèvement.

Article A-10

En cas de litige dans l'application des règles édictées au présent arrêté, le dispositif le plus éloigné des limites séparatives de propriété sera maintenu.

Titre I - Dispositions applicables à la zone de publicité restreinte n°1

La zone de publicité restreinte n° 1 est constituée par la Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager des Pentes de la Croix-Rousse, le périmètre de 100 mètres autour de tous points des monuments historiques inscrits et classés, les zones ND et UL du Plan d'Occupation des Sols, le parc de la Tête d'Or, le parc de Gerland, le parc Chambovet, les cimetières, et le musée urbain Tony Garnier, la Saône, le Rhône et les ponts les enjambant.

Article 1-1:

Dispositions applicables à la publicité non lumineuse et aux préenseignes non lumineuses apposées sur murs-pignons des bâtiments d'habitation, façades aveugles et murs de clôture pleins

Cette catégorie de dispositifs est interdite.

Article 1-2:

Dispositions applicables à la publicité non lumineuse et aux préenseignes non lumineuses scellées ou installées directement au sol

Cette catégorie de dispositifs est interdite.

Article 1-3:

Dispositions applicables aux enseignes

Conformément à l'article L 581-18 du code de l'environnement, l'installation d'une enseigne nécessite une autorisation préalable délivrée par le maire.

Les enseignes scellées au sol, installées sur les toitures ou les terrasses en tenant lieu sont interdites.

Les enseignes clignotantes sont également interdites (sauf les enseignes de pharmacie).

Article 1-3-1 : Densité des dispositifs

Par façade, sont admises :

- Au maximum une enseigne parallèle au support ;
- Au maximum une enseigne perpendiculaire au support pour les façades d'une longueur inférieure à 15 mètres, et deux enseignes perpendiculaires au support pour les façades d'une longueur égale ou supérieure à 15 mètres.

Article 1-3-2: Surface des dispositifs

Pour les activités situées en rez-de-chaussée, la surface maximale d'une enseigne perpendiculaire au support est limitée à 1 m².

Article 1-3-3: Implantation des dispositifs

L'enseigne doit être implantée sur la façade correspondant au local où s'exerce l'activité.

Pour les activités situées en étage, l'enseigne ne peut être implantée que sur les stores et lambrequins.

L'implantation de l'enseigne doit se faire dans la hauteur du soubassement (rez-de-chaussée ou rez-de-chaussée plus entresol) du bâtiment.

La hauteur maximale d'implantation de l'enseigne ne doit pas dépasser la hauteur maximale du soubassement du bâtiment.

Si l'activité occupe au moins la moitié du bâtiment, la hauteur maximale d'implantation de l'enseigne est limitée à la hauteur du bâtiment.

Article 1-3-4: Hauteur des dispositifs

La hauteur maximale de l'enseigne parallèle au support est limitée à 0,50 mètre.

Article 1-3-5 : Aspect et qualité des dispositifs

L'enseigne doit respecter l'architecture du bâtiment (modénature, travée, structure et composition) et le caractère de la rue. Elle doit être intégrée à la vitrine existante et conçue avec le projet de devanture à créer.

Les enseignes parallèles au support, en caisson, sont interdites.

Article 1-4:

Dispositions applicables à la publicité lumineuse et aux préenseignes lumineuses.

Cette catégorie de dispositifs est interdite, y compris les journaux lumineux défilants.

Article 1-5:

Dispositions applicables à la publicité sur le mobilier urbain

Article 1-5-1 : Abris destinés au public, kiosques à journaux, colonnes porte-affiches, mâts porte-affiches et dispositifs supports d'information municipale recevant de la publicité d'une surface unitaire inférieure ou égale à deux mètres carrés

La publicité sur cette catégorie de mobilier urbain est admise dans les limites fixées par le décret 80-923 du 21 novembre 1980, portant règlement national de la publicité.

Article 1-5-2 : Mobilier urbain, support d'information municipale recevant de la publicité d'une surface unitaire supérieure à deux mètres carrés

La publicité sur cette catégorie de mobilier urbain est interdite.

Article 1-6: Dispositions applicables aux supports publicitaires provisoires

Article 1-6-1 : Les palissades de chantier

Hormis dans les zones de protection délimitées autour des sites classés ou autour des monuments historiques classés où elle est interdite conformément à l'article L 581-11 du code de l'environnement, l'installation de dispositifs publicitaires est admise selon les règles définies ci-après.

Ces règles régissent les dispositifs situés sur ou contre les palissades de chantier. L'intérieur du chantier reste soumis aux règles de la ZPR dans laquelle il se situe.

Article 1-6-1-1 : Densité des dispositifs

Lorsque la longueur de la palissade est inférieure à 10 m, aucun dispositif ne peut être installé.

Lorsque la longueur de la palissade est comprise entre 10 et 20 m, un dispositif est admis.

Au delà de $20\,$ m, un dispositif publicitaire est admis tous les $10\,$ m, sans possibilité de regroupement de plus de $2\,$ dispositifs.

Dans ce dernier cas, l'interdistance de 10 mètres s'apprécie à partir du bord extérieur de chaque dispositif doublon.

Un regroupement de panneaux ne doit pas avoir pour effet de permettre un nombre de dispositifs supérieur à celui admis en l'absence de regroupement.

Article 1-6-1-2: Surface des dispositifs

La surface maximale d'un dispositif est limitée à 12 m²

Article 1-6-1-3: Hauteur des dispositifs

La hauteur maximale admise d'un dispositif ou d'un groupe de dispositifs à partir du niveau du sol au droit du support est de 6 m.

Article 1-6-1-4 : Supports

Les palissades supports de dispositifs devront être maintenues en bon état pendant toute la durée de leur implantation.

Article 1-6-1-5 : Aspect et qualité des dispositifs

Les dispositifs devront être de qualité. Ils devront respecter une homogénéité lorsqu'ils sont implantés sur la même unité foncière (même taille, même modèle).

Article 1-6-2 : Les devantures de magasins fermés

Il sera fait application des dispositions du titre VIII du livre V du code de l'environnement et du décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 portant règlement national de la publicité.

La publicité devra s'intégrer dans l'architecture du bâtiment.

Article 1-6-3 : Les bâches sur échafaudages

Elles sont admises en dehors des hypothèses visées à l'article L 581-4 du code de l'environnement. Les règles qui s'appliquent sont alors les suivantes:

Article 1-6-3-1 : Surface affectée à la publicité

La surface maximale pouvant être affectée à la publicité est limitée à 16 m².

Article 1-6-3-2 : Proportion de la surface affectée à la publicité.

La surface affectée à la publicité ne doit pas occuper plus d'un quart de la surface de l'immeuble ou de la bâche.

Article 1-6-3-3: Hauteur des implantations publicitaires

Chaque implantation publicitaire ne devra pas excéder une hauteur maximale de 7,50 m au-dessus du niveau du sol au droit de la bâche.

Article 1-6-4 : Véhicules publicitaires spécialement aménagés

Les dispositions du décret n° 82-764 du 6 septembre 1982 réglementant l'usage des véhicules à des fins essentiellement publicitaires doivent être respectées.

Article 1-7:

Les dispositions applicables aux murs peints

Les murs peints ne peuvent être le support de messages publicitaires.

Titre II - Dispositions applicables à la zone de publicite restreinte n°2

La zone de publicité restreinte n°2 est constituée par :

- le périmètre de 100 m autour de tous points de certains monuments historiques;
- Le secteur central et les espaces naturels à protéger, le site inscrit de Lyon hors ZPR 1, les territoires classés en UB au plan d'occupation des sols, les territoires classés en NC au plan d'occupation des sols;
- Le secteur pavillonnaire ;
- Certains axes situés dans des lieux à protéger :

Avenue Barthélémy Buyer

Rue Pierre Audry

Avenue du 25ème RTS entre le n°109 et le carrefour avec le boulevard périphérique

Rue Garibaldi entre la rue du Repos et l'avenue Berthelot Rue du Repos entre la rue Garibaldi et l'avenue Berthelot Avenue Berthelot entre la rue du Repos et la rue Garibaldi Avenue Leclerc côté berges du Rhône Avenue Tony Garnier

- Certains centres de quartier :
 - . Saint-Rambert
 - Saint-Just
 - . la Croix-Rousse
 - . Guillotière
 - . Point du Jour
 - . Montchat
 - . Montchat Place Ronde
 - . Montplaisir

Article 2-0:

Dispositions concernant les monuments historiques

Dans le périmètre de 100 mètres autour de tous points des monuments historiques, et dans le champ de visibilité de ceux-ci, l'intégralité des règles fixées au Titre I s'appliquent. Hors du champ de visibilité, il sera fait application des règles ci-après.

Article 2-1:

Dispositions applicables à la publicité non lumineuse et aux préenseignes non lumineuses apposées sur murs-pignons des bâtiments d'habitation, façades aveugles et murs de clôture pleins

 $\label{lem:conditions} \mbox{Cette publicit\'e est admise dans les conditions suivantes}:$

Article 2-1-1 : Densité des dispositifs

- a) Sur un même mur-pignon ou sur une même façade aveugle, le nombre de dispositifs est limité à deux ; il s'agit alors d'un groupe de dispositifs.
- b) Sur un mur de clôture plein, l'unité foncière pour implanter un dispositif doit présenter un linéaire minimum de 20 mètres en façade de la voie publique considérée. Cette taille est portée à 40 mètres pour l'implantation d'un groupe de dispositifs.

Sur les murs de clôture pleins, un espacement minimum de 10 mètres entre chaque dispositif, doit être respecté. Sur deux unités foncières

contiguës deux dispositifs peuvent être implantés côte à côte, ils constituent alors un groupe de dispositifs. En présence d'un groupe de dispositifs, cet espacement est porté à 20 mètres. Cet espacement est calculé à partir de la limite extérieure des panneaux.

Article 2-1-2 : Surface des dispositifs

La surface maximale d'un dispositif est limitée à 12 m².

Les préenseignes d'une surface inférieure à $12\ m^2$ pourront être regroupées sur un même dispositif.

Article 2-1-3: Proportion des dispositifs

Un dispositif ou un groupe de dispositifs ne doit pas occuper plus d'un quart de la surface du rectangle nominal du support sur lequel ils sont apposés. La surface du rectangle nominal se calcule à partir de la largeur du support par sa hauteur à l'égout le plus bas depuis le terrain naturel à l'axe du bâtiment.

Article 2-1-4: Implantation des dispositifs

Un dispositif ou un groupe de dispositifs doit être implanté au minimum à 20 centimètres au-dessous de la ligne d'égout du support sur lequel il est ou ils sont apposé(s).

Si deux dispositifs sont implantés sur le même emplacement, ils doivent être alignés à l'horizontale ou à la verticale selon qu'ils sont côte à côte ou superposés.

Article 2-1-5 : Aspect et qualité des dispositifs

Les dispositifs devront être de qualité et de couleur neutre.

Les passerelles, les appareillages d'accès permanents, les gouttières extérieures, ainsi que tous les éléments non intégrés aux dispositifs sont interdits sauf s'ils sont escamotables ou rabattables, et peints de couleur neutre.

Si deux dispositifs sont implantés sur le même emplacement, ils doivent être de même format, de même modèle, composés des mêmes matériaux et de finition identique.

Article 2-2:

Dispositions applicables à la publicité non lumineuse et aux préenseignes non lumineuses scellées ou installées directement au sol

Cette catégorie de dispositifs est interdite

Sur certains sites nommément définis, elle est admise dans les conditions suivantes:

L'unité foncière pour implanter un dispositif scellé au sol doit présenter un linéaire minimum de 20 mètres en façade de la voie publique considérée.

Il est interdit d'implanter plus d'un dispositif sur une même unité foncière.

La surface des dispositifs est limitée à 8m²

Les autres règles applicables sont définies aux articles 3-2-3 à 3-2-5.

Les sites retenus sont les suivants:

$2^{\tt ème} \ arrondissement$

• Rampe de sortie (côté Rhône) de la gare de Perrache

3ème arrondissement

- Avenue Félix Faure du Boulevard Vivier Merle à la Rue Garibaldi
- Rue Paul Bert côté sud de la Rue Léon Jouhaud au Boulevard Vivier Merle
- Avenue Lacassagne des deux côtés, du Cours du Docteur Long au Boulevard Pinel

4ème arrondissement

• Boulevard des Canuts de la Place des Tapis à la Rue Denfert Rochereau

5ème arrondissement

- Avenue Barthélémy Buyer de l'ouest de la Ville à l'angle de la Rue Sidoine Appolinaire (hors zone EBC)
- Rue du Commandant Charcot côté nord, de la Plaine à la Rue Chazay

7ème arrondissement

- Rue Garibaldi de l'angle de la Grande Rue de la Guillotière à l'Avenue Berthelot
- Route de Vienne et Rue Marc Bloch jusqu'à la Rue Brigadier Voituret
- Avenue Tony Garnier de la Rue Jean Bouin au Boulevard Chambaud de la Bruyère
- Boulevard des Tchécoslovaques de l'ancien cimetière de la Guillotière à la rue Veyron

8ème arrondissement

- Boulevard Pinel côté ouest de la Rue Millon à l'Avenue Général Frère
- Boulevard Ambroise Paré de la Rue Professeur Nicolas à la Rue des Artisans

9ème arrondissement

- Avenue Barthélémy Buyer de l'ouest de la Ville à l'angle de la Rue Sidoine Appolinaire (hors zone EBC)
- Rue du Professeur Guérin côté nord de l'Avenue Sidoine Appolinaire à la Rue Sergent Michel Berthet
- Rue Pierre Audry côté ouest du n°104 (parcelle) à l'angle Rue Professeur Guérin

Article 2-3:

Dispositions applicables aux enseignes

Les dispositions applicables sont celles définies au titre I.

Article 2-4:

Dispositions applicables à la publicité lumineuse, et aux préenseignes lumineuses.

Article 2-4-1 : Les dispositifs non défilants

Cette catégorie de dispositifs est interdite sauf sur les axes suivants

- rue Garibaldi
- Boulevard Vivier Merle
- Boulevard des Tchécoslovaques
- Quai de Serbie
- Quai du Général Sarrail
- Cours de la Liberté
- Quai Victor Augagneur
- Quai Claude Bernard
- Place Jutard
- Cours Charlemagne

Sur ces axes, sous réserve qu'elles soient de qualité et qu'elles respectent l'environnement architectural, les publicités, et préenseignes lumineuses peuvent être autorisées. Les dispositions qui s'appliquent sont les suivantes :

La publicité lumineuse, et les préenseignes lumineuses ne peuvent être scellées au sol.

La publicité et les préenseignes lumineuses ne peuvent être autorisées que sur toitures ou terrasses en tenant lieu. Leurs conditions d'implantation sont régies par l'article 17 du décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 portant réglement national de la publicité en agglomération.

Sur le Quai de Serbie, le Quai du Général Sarrail, le Quai Victor Augagneur, le Quai Claude Bernard et la Place Jutard, les publicités et les préenseignes lumineuses ne peuvent être autorisées dans les conditions déterminées précédemment que sur les toitures ou terrasses en tenant lieu des 3 immeubles situés de chaque côté des ponts et respectant les prescriptions ciaprès :

- Seule la façade parallèle au Rhône peut recevoir une publicité,
- Les supports doivent être invisibles et intégrés aux lettres ou signes.

Article 2-4-2 : Les dispositifs défilants

A l'exclusion des panneaux lumineux d'information de la Ville de Lyon, cette catégorie de dispositifs est interdite.

Article 2-5:

Dispositions applicables à la publicité sur le mobilier urbain

Article 2-5-1 : Abris destinés au public, kiosques à journaux, colonnes porte-affiches, mâts porte-affiches et dispositifs supports d'information municipale recevant de la publicité d'une surface unitaire inférieure ou égale à deux mètres carrés

La publicité sur cette catégorie de mobilier est admise dans les limites fixées par le décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 portant règlement national de la publicité.

Article 2-5-2 : Mobilier urbain, support d'information municipale recevant de la publicité d'une surface unitaire supérieure à deux mètres carrés

Pour tenir compte du rôle d'intérêt général représenté par cette catégorie de mobilier urbain, en terme d'information du public ou de service, celui-ci pourra être installé sur les sites ci-dessous énumérés, sous réserve de ne pas porter atteinte, de par sa situation ou ses dimensions , au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les sites retenus sont des lieux importants en matière de vie urbaine et de déplacements urbains à pied, à proximité éventuelle d'axes de circulation automobile.

Les règles ci-après définies aux articles 2-5-2-1 à 2-5-2-4 devront en outre être respectées.

Liste des sites :

2ème arrondissement

- Place Carnot
- Cours Charlemagne
- Place de l'hippodrome
- Cours de Verdun (de la sortie du tunnel au pont Kitchener-Marchand)

3ème arrondissement

- Cours Lafayette (de la rue Duguesclin à l'Avenue Thiers)
- Rue Bonnel
- Rue Servient
- Cours Gambetta (de l'avenue Félix Faure au boulevard des Tchécoslovaques)
- Boulevard Vivier Merle (jusqu'à la place Charles Béraudier)
- Espace Moncey
- Parvis de la Halle de Lyon
- Place Rouget de l'Isle
- Place Renaudel
- Place Bir-Hakeim
- Place Gabriel Péri
- Place Aristide Briand
- Place Victor Basch
- Place Jules Hottin
- Avenue Laccassagne (du Cours Eugénie au Boulevard Pinel)

4ème arrondissement

- Avenue de Birmingham
- Place Adrien Godien
- Cours d'Herbouville
- Place de la Croix-Rousse

5ème arrondissement

- sortie pont Kitchener-Marchand (sous la partie autoroute)
- partie de l'Avenue Barthélémy Buyer comprise entre la limite de la commune de Lyon et la limite de la ZPR2

6ème arrondissement

- Place Juliette Récamier
- Cours Lafayette (de la rue Duguesclin à l'Avenue Thiers)
- Place Edgard Quinet

7ème arrondissement

- Place Jean Macé
- secteur de la Madeleine
- Place Stalingrad
- Place Victor Basch
- Place Marc Bloch
- Route de Vienne
- Avenue Berthelot (jusqu'au Boulevard des Tchécoslovaques)

Article 2-5-2-1 : Densité des dispositifs

Un espacement de 50 mètres doit être respecté entre deux dispositifs situés dans le même champ de covisibilité. Cet espacement est calculé à partir de la limite extérieure des dispositifs.

En cas de présence de dispositifs muraux à proximité, la norme d'espacement minimum édictée au premier alinéa du présent article doit être respectée.

En cas de concurrence entre dispositifs publicitaires existants, la mise en conformité se fera au bénéfice des dispositifs muraux.

Article 2-5-2-2: Surface des dispositifs

La surface maximale d'un dispositif est limitée à 8 m².

Article 2-5-2-3: Implantation des dispositifs

En cas d'implantation d'un dispositif au droit d'un mur d'une hauteur minimale de 1,5 mètre, il ne doit y avoir aucun vide apparent entre la base du dispositif et le sommet du mur.

Un dispositif doit être implanté à 45°, 90° ou 180° par rapport à l'axe de la voirie la plus proche au droit du dispositif.

Article 2-5-2-4: Hauteur des dispositifs

La hauteur maximale d'un dispositif à partir du niveau du sol au droit du support est fixée à 6 mètres.

Article 2-6:

Les dispositions applicables aux supports publicitaires provisoires

Article 2-6-1: Les palissades de chantier

Les règles applicables sont celles définies au Titre I

Article 2-6-2 : Les devantures de magasins fermés

Les règles applicables sont celles définies au Titre I

Article 2-6-3 : Les bâches sur échafaudages

Les règles applicables sont celles définies au Titre I.

Article 2-6-4 : Véhicules publicitaires spécialement aménagés

Les dispositions du décret n° 82-764 du 6 septembre 1982 réglementant l'usage des véhicules à des fins essentiellement publicitaires doivent être respectées.

Article 2-7:

Les dispositions applicables aux murs peints et supports publicitaires

Dans le cas d'un traitement global du support par peinture murale avec intégration d'un dispositif ou d'un groupe de dispositifs, la surface affectée à la publicité ne doit pas occuper plus d'un quart de la surface du mur peint.

Dans le cas d'un traitement global du support par peinture murale, la surface du ou des messages publicitaires est limitée à 10 % de la surface du support dans un maximum de $16m^2$. Le ou les messages publicitaires ne peuvent s'élever à plus de 7,50 mètres au dessus du niveau du sol.

Titre III - Dispositions applicables à la zone de publicité restreinte n°3

La zone de publicité restreinte n°3 est constituée par le territoire de la Ville de Lyon hormis :

- la ZPR1,
- la ZPR2,
- le secteur de la Part-Dieu,
- le secteur sauvegardé,
- la place Bellecour,
- I'lle Barbe.

Article 3-0:

Dispositions concernant les monuments historiques

Dans le périmètre de 100 mètres autour de tous points des monuments historiques, et dans le champ de visibilité de ceux-ci, l'intégralité des règles fixées au Titre I s'appliquent. Hors du champ de visibilité, il sera fait application des règles ci-après.

Article 3-1:

Dispositions applicables à la publicité non lumineuse et aux préenseignes non lumineuses apposées sur murs-pignons des bâtiments d'habitation, façades aveugles et murs de clôture pleins

Les dispositions applicables sont celles définies au titre II.

Article 3-2:

Dispositions applicables à la publicité non lumineuse et aux préenseignes non lumineuses scellées ou installées directement au sol

Article 3-2-1 : Densité des dispositifs

L'unité foncière pour implanter un dispositif scellé au sol doit présenter un linéaire minimum de 20 mètres en façade de la voie publique considérée.

Il est interdit d'implanter plus d'un dispositif sur un même emplacement.

Sur une même unité foncière, une distance minimum de 50 m doit être respectée entre 2 dispositifs. Cet espacement est calculé à partir de la limite extérieure des dispositifs.

Sur une même unité foncière, en cas de présence de dispositifs muraux à proximité, l'implantation de dispositifs scellés au sol doit respecter la norme d'espacement minimum édictée au troisième alinéa du présent article. En cas de concurrence entre dispositifs existants, la mise en conformité se fera au bénéfice des dispositifs muraux par l'enlèvement des dispositifs scellés au sol.

Un même dispositif peut recevoir un objet promotionnel sur chacune de ses deux faces

Article 3-2-2 : Surface des dispositifs

La surface maximale d'un dispositif est limitée à 12 m².

Les préenseignes d'une surface inférieure à 12 m² pourront être regroupées sur un même dispositif.

Article 3-2-3: Proportion des dispositifs

Dans le cas d'une implantation d'un dispositif scellé au sol à une distance inférieure à un mètre d'un mur pignon ou d'une façade aveugle, la surface du dispositif ne devra pas excéder un quart de la surface du rectangle nominal du mur pignon de la façade tel que défini à l'article 2-1-3.

Article 3-2-4: Implantation des dispositifs

En cas d'implantation d'un dispositif scellé au sol au droit d'un mur d'une hauteur minimale de 1,5 mètre séparant une propriété privée de la voie publique, il ne doit y avoir aucun vide apparent entre la base du dispositif et le sommet du mur.

Un dispositif scellé au sol doit être implanté à 45°, 90° ou 180° par rapport à l'axe de la voirie la plus proche au droit du dispositif. Il peut être également implanté de façon parallèle au bâti.

Article 3-2-5 : Aspect et qualité des dispositifs

Les dispositifs devront être de qualité. Si une seule face reçoit un objet promotionnel, l'autre face doit être traitée de façon qualitative (cache, caisson...).

Les passerelles, les appareillages d'accès permanents, les gouttières extérieures, ainsi que tous les éléments non intégrés aux dispositifs sont interdits sauf s'ils sont escamotables ou rabattables, et peints de couleur neutre.

Article 3-3:

Dispositions applicables aux enseignes

Les enseignes clignotantes pourront être autorisées.

Les autres règles applicables sont celles définies au Titre I.

Article 3-4:

Dispositions applicables à la publicité lumineuse, et aux préenseignes lumineuses.

Cette catégorie de dispositifs est interdite sauf sur l'Avenue Leclerc sur laquelle les dispositions qui s'appliquent sont celles définies à l'article 2-4-1.

Article 3-5:

Dispositions applicables à la publicité sur le mobilier urbain

Article 3-5-1 : Abris destinés au public, kiosques à journaux, colonnes porte-affiches, mâts porte-affiches et dispositif support d'information municipale recevant de la publicité d'une surface unitaire inférieure ou égale à deux mètres carrés

La publicité sur cette catégorie de mobilier est admise dans les limites fixées par le décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 portant règlement national de la publicité.

Article 3-5-2 : Mobilier urbain, support d'information municipale recevant de la publicité d'une surface unitaire supérieure à deux mètres carrés

Cette catégorie de mobilier peut être installée sur la totalité de la ZPR3.

Les règles applicables sont celles définies au Titre II.

Article 3-6:

Dispositions applicables aux supports publicitaires provisoires

Article 3-6-1 : Les palissades de chantier

Les règles applicables sont celles définies au Titre I.

Article 3-6-2 : Les devantures de magasins fermés

Les règles applicables sont celles définies au Titre I

Article 3-6-3 : Les bâches sur échafaudages

Les règles applicables sont celles définies au Titre I.

Article 3-6-4 : Les bâches évènementielles

Les règles applicables sont celles définies au Titre I concernant les bâches sur échafaudage.

Article 3-6-5 : Véhicules publicitaires spécialement aménagés

Les dispositions du décret n° 82-764 du 6 septembre 1982 réglementant l'usage des véhicules à des fins essentiellement publicitaires doivent être respectées.

Article 3-7:

Les dispositions applicables aux murs peints et supports publicitaires

Les règles applicables sont celles définies au Titre II.

DISPOSITIONS FINALES

Article B-1

Le présent arrêté et le plan annexé seront tenus à la disposition du public à la Mairie Centrale, ainsi que dans les mairies d'arrondissement et à la Préfecture.

Il sera affiché en Mairie, fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article B-2

Les publicités, enseignes et préenseignes installées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et ne satisfaisant pas aux prescriptions nouvelles, devront faire l'objet d'une dépose ou d'une mise en conformité dans un délai de deux ans à compter de la dernière des publications du présent arrêté.

Dans ce même délai de deux ans, la question des publicités lumineuses sur toiture sera à nouveau évoquée devant la commission départementale des sites, perspectives et paysages réunie en formation de la publicité, afin d'informer ses membres des améliorations qualitatives techniquement possibles et de préparer une mise en révision du règlement prenant en compte les nouveaux procédés disponibles.

Article B-3

L'arrêté municipal n° 139-83-21 du 15 février 1983, portant création de zones de publicité à réglementation spéciale sur le territoire de la Ville de Lyon, est abrogé.

Article B-4

Le Secrétaire Général des Services, ainsi que tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement,
- Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement.

Lyon, le 09 mars 2001 Le Maire de Lyon,

Raymond BARRE

Illustrations graphiques

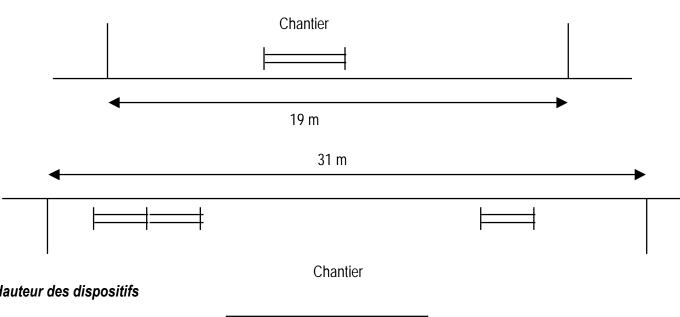
(article A-1 Règlement)

Titre I: Dispositions applicables à la zone de publicité restreinte n°1

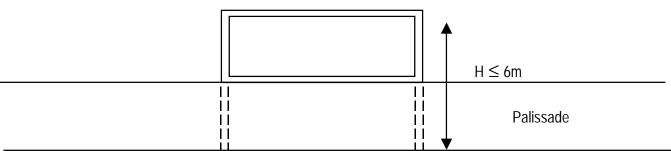
Article 1-6: Dispositions applicables aux supports publicitaires provisoires

Article 1-6-1 : Les palissades de chantier

Article 1-6-1-1 : Densité des dispositifs



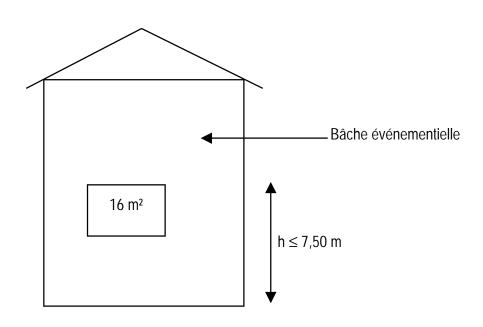
Article 1-6-1-3: Hauteur des dispositifs



Article 1-6-3 : Les bâches sur échafaudages et les bâches évènementielles

Article 1-6-3-1 : Surface affectée à la publicité

Article 1-6-3-3: Hauteur des implantations publicitaires



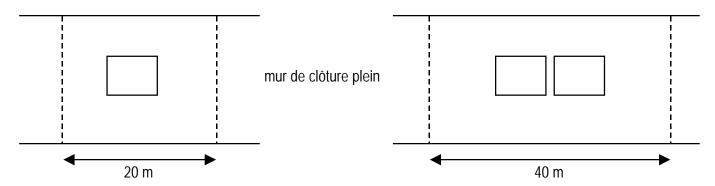
Titre II - Dispositions applicables à la zone de publicité restreinte n°2

Article 2-1:

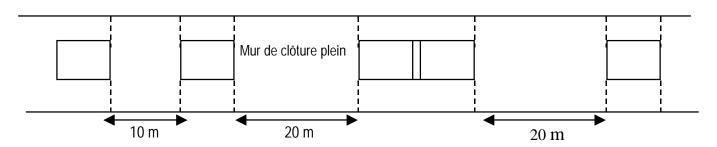
Dispositions applicables à la publicité non lumineuse et aux préenseignes non lumineuses apposées sur murs-pignons des bâtiments d'habitation, façades aveugles et murs de clôture pleins.

Article 2-1-1 : Densité des dispositifs

2ème alinéa : linéaire minimal d'implantation

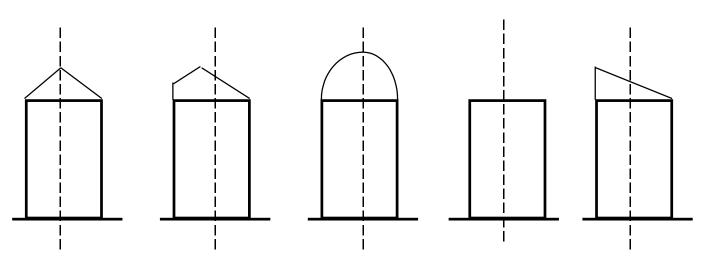


3ème alinéa : règle d'espacement entre dispositifs muraux



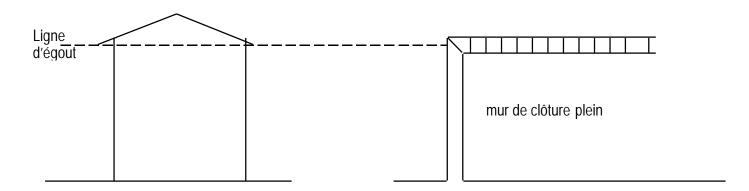
Article 2-1-3: Proportion des dispositifs

Règle du rectangle nominal

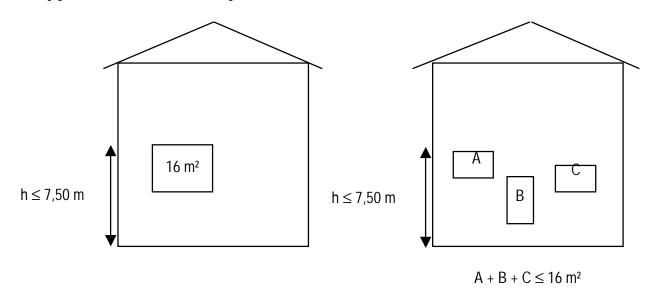


Article 2-1-4: Implantation des dispositifs

Ligne d'égout



Article 2-7:
Les dispositions applicables aux murs peints



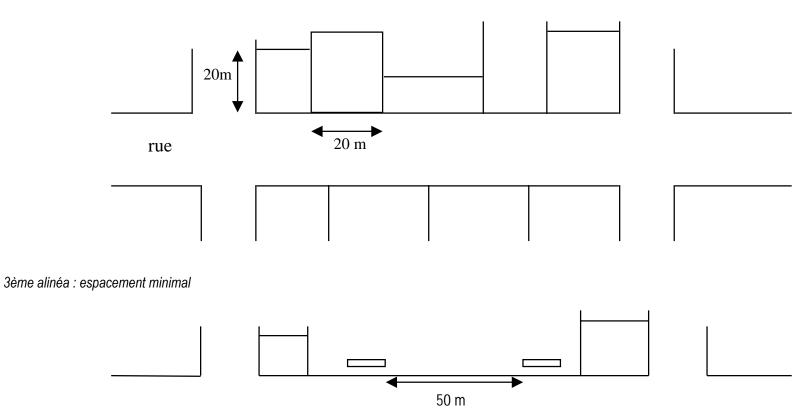
Titre III - Dispositions applicables à la zone de publicité restreinte n°3

Article 3-2:

Dispositions applicables à la publicité non lumineuse et aux préenseignes non lumineuses scellées ou installées directement au sol

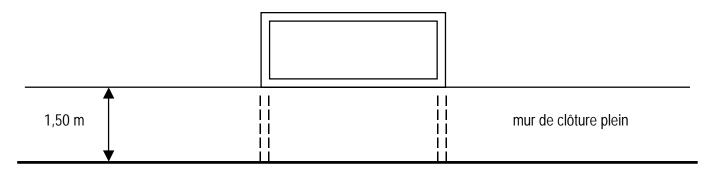
Article 3-2-1 : Densité des dispositifs

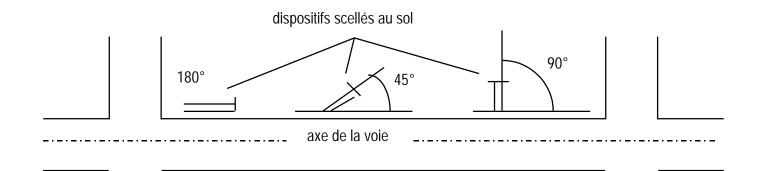
1er alinéa : linéaire nécessaire



3-2-4: Implantation des dispositifs

1er alinéa : au droit d'un mur de clôture







VILLE DE LYON

Règlement local de la publicité des enseignes et préenseignes

Pièces graphiques annexes



